

# La controverse du réchauffement climatique (2009-2012)

Expérience personnelle

**Alain Gioda**

Hydrologue, historien du climat

L'histoire des débats autour du changement climatique montre, s'il en était besoin, que les chercheurs peuvent être amenés à sortir hors des murs de leurs bibliothèques ou archives. En effet, cette histoire s'est trouvée plongée dans un maelstrom médiatique avec la controverse autour du réchauffement climatique née en novembre 2009 du piratage et de l'exploitation frauduleuse des données et des courriels du CRU (le *Climatic Research Unit* de l'université d'East Anglia de Norwich, Angleterre), soit le *Climategate*.

## Le contexte

Les scientifiques du CRU, un petit laboratoire de pointe en climatologie au plan mondial, furent accusés de surestimer toutes les informations allant dans le sens d'une accélération, de plus en plus forte, des températures moyennes de la Terre depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, soit le boom de la révolution industrielle. Ainsi, ils auraient accentué sciemment le décollage de la courbe de la variation des températures moyennes, postérieures à cette révolution, lui donnant, pour sa partie finale, sa forme exponentielle dite en crosse

de hockey. Dans le même sens, ils furent accusés de sous-estimer le réchauffement naturel de l'Optimum médiéval (1000-1300) donnant ainsi à cette période, dans ce même graphique, une allure quasi linéaire, soit une forme de manche de hockey, qui se prolongeait ensuite par la période plus froide, toujours d'origine naturelle, dite le Petit Âge de glace (1300-1850).

Enfin, les scientifiques du CRU, représentés par leur directeur Phil Jones, furent accusés d'avoir bloqué ou d'avoir essayé de bloquer volontairement, y compris en usant de mauvaise foi, toutes les études n'allant pas dans le sens de leurs conclusions qui pointaient l'impact anthropique dans l'accélération de plus en plus forte des températures. Ainsi, leur but aurait été de souligner, puis de dénoncer, l'importance du rôle des émissions des gaz à effet de serre, nés de la combustion du charbon, puis du pétrole, depuis la révolution industrielle. Enfin, les scientifiques du CRU feraient partie d'un système mafieux, piloté par le Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, basé à l'OMM à Genève), ayant gangrené le milieu de la climatologie, dans le but de s'approprier une tranche toujours plus importante des crédits de la recherche scientifique mondiale, en accentuant le côté catastrophique des prévisions climatologiques dès les prochaines décennies.

L'affaire prit un tour national avec la sortie, le 16 février 2010, du livre *L'imposture climatique* par Claude ALLÈGRE (2010a) qui minimisait, à l'inverse de la grande majorité des climatologues, y compris les Français, l'impact de l'activité humaine sur le réchauffement du climat mesuré depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à l'échelle terrestre. Claude Allègre reprenait aussi, de manière simplifiée, toutes les attaques formulées contre le CRU et les climatologues du Giec en général. À défaut d'être un spécialiste du climat, il mit dans sa dénonciation tout son poids d'ancien ministre, soit d'homme politique, de scientifique reconnu et d'homme apprécié par les médias, car son image et sa parole garantissaient un bon suivi du public. Le livre *L'imposture climatique* se vendit à plus de 120 000 exemplaires, édition de poche chez Pocket comprise. Après un premier tirage de 70 000 exemplaires, le livre était encore en tête des ventes des essais et documents en avril 2010, selon le classement Relay-Relaxnews. Il se convertit en un succès d'édition, bien qu'il fût émaillé d'erreurs compromettant sa crédibilité dues

partiellement à la rapidité de son éditeur Plon qui profita du boom médiatique déclenché en décembre 2009 par le *Climategate*.

Ce succès contrasta avec le résultat mitigé, quant aux ventes toujours chez Plon, d'un ouvrage académique et mûrement réfléchi en histoire du climat qui deviendra néanmoins un *long seller* dans le jargon de la profession éditoriale (GARNIER, 2010).

Pour être complet, il faut savoir que Claude Allègre était déjà en conflit ouvert avec certains scientifiques, dont l'ancien directeur de la Météorologie nationale Jean Labrousse. Ces derniers, au nombre de huit, avaient publié dans l'hebdomadaire *Politis* en juin 2009 une tribune intitulée « Claude Allègre : question d'éthique », dans laquelle ils dénonçaient le caractère erroné de certaines positions de l'ancien ministre tout au long de sa carrière. Ils soulignaient, en outre, une ancienne erreur grossière d'expertise en géologie, certes son domaine, mais plus précisément en volcanologie, une branche de cette discipline qu'il ne maîtrisait pas. Cela avait conduit à l'évacuation inutile et coûteuse des riverains du volcan de la Soufrière (Guadeloupe). Une plainte fut déposée par Claude Allègre pour diffamation et la justice suivit son lent cours, car le procès devait se dérouler les 21-22 septembre 2012, avant d'être annulé au dernier moment par l'ancien ministre.

La controverse en France, lancée par *L'imposture climatique*, se focalisa en histoire du climat sur le caractère pseudo-« verdoyant » et donc la douceur du Groenland au Moyen Âge. Sans doute faut-il y voir une conséquence involontaire de *L'histoire du climat depuis l'an mil*, sortie en 1965, et de son succès durable tant au plan académique que public, qui s'est prolongé jusqu'à nos jours (LE ROY LADURIE, 1965, 2009, 2011). L'historien avait insisté sur l'Optimum médiéval, symbolisé par le défrichement des abbayes cisterciennes et popularisé en amont par l'universitaire anglaise Jean Grove avec ses études des succès agricoles des fermes norvégiennes au Moyen Âge. Toutefois, le Groenland, au x<sup>e</sup> siècle, soit le début de la colonisation viking, était une terre grise sur les marges de l'islandis, la température restait rigoureuse malgré l'Optimum médiéval et seulement des peuplements de saules nains couvraient les pentes les plus abritées. L'agriculture et surtout l'élevage étaient difficiles, d'où l'idée, pour activer la colonisation paysanne, de vanter le Groenland comme une terre verdoyante. La surexploitation du milieu, un refroidissement du milieu de l'ordre de 1 °C, le changement des routes commerciales qui

isola la population et la progression des peuples eskimos, sachant mieux exploiter les richesses maritimes, eurent raison de cette colonisation des paysans vikings au xv<sup>e</sup> siècle qui ne dépassa jamais quelques milliers de personnes (DAIMOND, 2006).

Pendant deux années, de 2010 à 2011, se succédèrent les offensives du camp des climatologues et celles de leurs adversaires qui comptaient surtout des géologues et des géographes, chaque faction ayant ses philosophes, historiens, économistes, etc.

Parmi ces philosophes, les 400 climatologues (devenus à la fin 604), signataires de la pétition contre les idées de Claude Allègre, furent rejoints par Dominique Bourg qui tenta de donner du sens à ce fait étrange : l'humanité fait diligemment en sorte que le ciel lui tombe sur la tête. Jean-Pierre Dupuy montra la difficulté, soit d'être perçu tel un oiseau de mauvaise augure, en annonçant des catastrophes prévisibles induites par le réchauffement climatique, soit celle d'être pris à partie pour son inactivité *a posteriori*, une fois une tragédie survenue (ORSENA *et al.*, 2011).

Se retrouvèrent en première ligne les scientifiques, qui travaillèrent quelquefois en symbiose avec des journalistes dans une ambiance de « *combat de rue* », selon l'expression de l'éditorial de la revue de référence *Nature* (2010). Les deux camps eurent leurs relais dans les médias.

Du côté du camp des climatologues, le soutien de plusieurs journalistes scientifiques ou autres fut constant, mais protéger les sources et leurs relais nous empêchent de les nommer.

Les climato-sceptiques eurent également des relais solides auprès des supports suivants : *Valeurs actuelles*, le groupe *Le Figaro* dont une bonne part de la direction de l'époque, par exemple Franz Olivier Giesbert, était proche des idées de Claude Allègre, *Le Point* avec lequel ce dernier collaborait depuis de longues années par une chronique, Europe 1 où encore ce dernier était « chez lui » avec l'ancien présentateur vedette de la météorologie à la télévision Laurent Cabrol et la journaliste politique chevronnée Arlette Chabot, etc. Enfin, il y eut la télévision où Claude Allègre était fort à l'aise par sa façon méridionale et où il avait des contacts depuis longtemps, en tant qu'ancien ministre.

De l'autre côté, il manqua un acteur de talent pour le moyen de communication massif qu'est la télévision, bien qu'il y eût plusieurs

intervenants comme le député européen Jacot, des scientifiques respectés tels Jean Jouzel, Valérie Masson-Delmotte, Emmanuel Le Roy Ladurie et, en général, les Français du groupe du Giec (prix Nobel de la paix 2007 partagé avec Al Gore).

De plus, à partir de mars 2010 et jusqu'en mai 2012, « l'environnement, cela suffit » devint le mode de dire et de faire officiels. Nicolas Sarkozy, après avoir affirmé maintes fois que le Grenelle de l'environnement serait une pierre miliare de son quinquennat et avoir soutenu à bout de bras le Sommet de Copenhague en décembre 2009 (qui se révéla malgré tout un échec européen), tourna le dos aux climatologues. Lors du Salon de l'agriculture le 6 mars 2010, après cette phrase-choc, il se rapprocha du monde agricole, un gros pollueur notamment de l'eau et de l'atmosphère ; il pensa que ce monde, caractérisé par un électorat traditionnel, lui serait plus facilement acquis à défaut de celui, plus volatile, des urbains poussant à une prise en compte de l'écologie. L'une des conséquences de ce virage à 180 degrés des valeurs prônées par le Président fut que l'étoile de Claude Allègre grandit dans le cercle du pouvoir jusqu'à la fin du quinquennat en mai 2012. Toutefois, la reprise de la carrière politique de Claude Allègre, en tant que ministre, fut impossible à cause de l'opposition de poids lourds du gouvernement, tels les numéros 2 successifs, entre 2010 et mai 2012, Jean-Louis Borloo, puis Alain Juppé. Peut-être aussi, l'âge de Claude Allègre l'écarta, car ce dernier est né en 1937.

## Avons-nous gagné ? Oui et non

Le gouvernement actuel, avec les écologistes dans la majorité a repris l'héritage du Grenelle de l'environnement (2007-2012) avec la transition écologique, dont l'objectif est de baisser drastiquement l'émission de gaz à effet de serre (Présidence de la République, 2012). Reste que la mauvaise situation économique freine des mesures courageuses et impopulaires, telle la taxe carbone, qui risqueraient de fragiliser les plus pauvres et de faire perdre des voix

dans un futur proche au gouvernement. Cependant, l'autorisation, accordée en mars 2010 à Total afin d'explorer les gisements de gaz de schiste du sud de Valence au nord de Montpellier (sur 4 327 km<sup>2</sup>), a été suspendue face aux manifestations des élus régionaux, soutenus scientifiquement par les hydrogéologues, bloquant ainsi le développement d'une énergie fossile, polluante et à fort dégagement de gaz à effet de serre par les émanations difficilement contrôlables de méthane dans l'atmosphère.

La fin officielle de la controverse, déclenchée en France par Claude Allègre, fut l'édition du rapport de l'Académie des sciences (2010), daté du 26 octobre, qui donna raison aux 400 climatologues. Ce rapport, commandé par la ministre Valérie Pécresse, fit suite à la lettre ouverte du 1<sup>er</sup> avril 2010 (Collectif, 2010) dont je fut signataire. Plus tard, les instituts de recherche nationaux s'impliquèrent par des parrainages d'ouvrages et des travaux d'édition (soutien de l'IRD lors de la sortie de *Climat : une planète et des hommes* ; ORSENNA *et al.*, 2011. Le CNRS ne sortit que mi-2011 son ouvrage collectif au sujet du climat, soit bien après la conclusion de l'Académie des sciences en octobre 2010.

Après la publication du livre d'Allègre en février 2010, la sphère politique ne prit position qu'en petit nombre sur le changement climatique, induit par les activités humaines, dont le réchauffement à l'échelle terrestre en cours. Par conséquent, elle abandonna ce champ, laissant les scientifiques du climat isolés. Les seules personnalités, au niveau national, qui s'engagèrent franchement à nos côtés, furent les suivantes : Corinne Lepage, ancienne ministre de l'Environnement, et des retraités ou « presque » tels Michel Rocard et Alain Juppé (alors seulement maire de Bordeaux), tous deux anciens Premiers ministres.

Risquant d'être isolés, les climatologues passèrent à l'offensive avec une initiative issue de leur base dite *bottom up*, soit la lettre ouverte au ministre signée par les 400 scientifiques (Collectif, 2010). Nous nous fîmes insulter, notamment pour avoir manqué de courage en demandant à notre ministre de tutelle de garantir le caractère honnête de notre travail autour du changement climatique et de ses causes. La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche botta en touche en déléguant le débat à l'Académie des sciences dont la conclusion n'eut pas lieu avant le 26 octobre 2010.

Claude Allègre réussit, avec ses alliés, à bloquer les mesures vertueuses, du Grenelle de l'environnement (porté par le ministre de l'Écologie de l'époque, Jean-Louis Borloo), telle la taxe carbone, à une époque la situation macro-économique de la France était encore satisfaisante. Il créa le doute au sujet de l'importance de la cause humaine du réchauffement climatique dans une partie importante du public.

Le plus important et regrettable fut peut-être que les scientifiques et climatologues eurent à la fois un discours trop compliqué, en insistant précisément sur la complexité de la climatologie (BARD et MASSON-DELMOTTE, 2010), et une approche trop élitiste donnant une image d'un certain mépris des scientifiques de notre domaine pour le public considéré comme trop peu préparé pour entendre (MOLLARD, 2010).

Le premier point de vue découla involontairement de la diffusion dans le milieu intellectuel des idées d'Edgar Morin sur la complexité (assez mal comprises par les scientifiques et les profanes éloignés du champ de la sociologie et des sciences humaines). Jean JOUZEL (2010) développa le thème des processus complexes des modèles climatologiques déjà basés eux-mêmes sur des données météorologiques incertaines. La sophistication ne paraissait pas nécessaire car le processus du réchauffement planétaire par les gaz à effet de serre était simple : « Pourquoi une plus grande absorption de rayonnement infrarouge (donc de production de chaleur supplémentaire) par l'atmosphère, du fait de l'augmentation de sa concentration en CO<sub>2</sub>, serait-elle sans effet sur le climat ? C'est comme si l'on affirmait que pousser les radiateurs dans une pièce n'avait aucun impact sur sa température » (VOITURIEZ, 2010). Ensuite, la perception du mépris vers le public pouvait venir chez les scientifiques de leur manque d'expérience à se frotter à l'opinion, habitués qu'ils étaient à seulement être redevables de leur travail devant leurs pairs, plus âgés en général. Pas un zeste de démagogie chez eux, mais un ton cassant, voire brutal, face à celui qui ne se sait pas ou plutôt qui ne comprend pas vite un langage qui trop souvent n'est qu'un jargon. Le temps où les scientifiques pouvaient suivre Gaston BACHELARD (1938), avec sa maxime « L'opinion ne pense pas », est obsolète, car il y a depuis un autre pouvoir, celui d'Internet pour le public habitué à agir et surtout réagir à grande échelle, et celui des médias, soit le quatrième pouvoir.

*De plus il faut rappeler que, chez Bachelard, le mot opinion doit être entendu au sens des idées du chercheur et non pas au sens d'opinion publique !*

Le pouvoir des élites, et ici celui des experts, s'est émietté sous la poussée d'une nouvelle société dans laquelle tous peuvent prendre la parole, d'où une cacophonie, mais aussi dans laquelle des millions d'anonymes peuvent en croisant des fichiers et en ajoutant leurs savoirs fragmentaires bâtir un socle plus solide qu'un spécialiste, aussi pointu soit-il. À la fin, une telle société serait plus forte et juste que celles des anciennes élites.

Par ailleurs, la nécessité de relier l'objet au sujet et à son environnement, de traiter l'objet non plus comme objet inerte et privé de forme, mais comme un système doué d'organisation, de faire dialoguer la théorie avec l'incertitude et le contradictoire, oblige aujourd'hui l'homme de science à respecter la « multidimensionnalité » des êtres et des choses. Seule une connaissance qui tentera de se connaître elle-même, seule une « Science avec conscience » ne sera, à ce titre, ni mutilée ni mutilante et donc sera le socle d'un nouvel humanisme selon Edgar MORIN (1982). Je ne suis pas sûr que nous ayons atteint cet objectif.

En face, on nous opposa provocation et humour à défaut de faits et de preuves scientifiques, ce dernier champ laissé presque au seul Vincent Courtillot, géologue de l'Institut de physique du globe (IPG) rattaché à l'université Paris VII. Vincent COURTILLOT (2008) et COURTILLOT *et al.* (2007) avaient mis en avant le rôle des variations de l'énergie du soleil pour expliquer la hausse des températures, mais la plupart des climatologues montrèrent que, dans tous les cas, son rôle est bien mineur face à l'impact de l'activité humaine.

L'acmé de la provocation fut l'attribution à Claude Allègre du grand prix de la Société française de géographie 2010, une initiative poussée par une personnalité, Jean-Robert Pitte, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Cette provocation fut dénoncée par le président de l'Association internationale de climatologie, le géographe de l'université de Liège, Michel ERPICUM (2010), dans une lettre ouverte.

L'humour se développa avec *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête* (2010), le titre d'un ouvrage dirigé par Jean-Robert Pitte et Sylvie Brunel – ancienne présidente de MSF et de ACF et ex-

épouse du ministre de l'Énergie Éric Besson (en place jusqu'en mai 2012 et qui maintint l'autorisation en 2010 accordée à Total pour explorer les gisements de gaz de schiste du sud de Valence au nord de Montpellier). Cet ouvrage regroupait des articles de quinze auteurs, des géographes climato-sceptiques. Le philosophe des sciences, Dominique LECOURT (2010), ancien président du Comité consultatif de déontologie et d'éthique de l'IRD et fondateur de l'Institut Diderot, un *think tank* où prospèrent les idées climato-sceptiques, se joignit à ce concert. Selon lui dans un entretien vidéo, toujours en ligne sur Internet, « le consensus autour de la question du réchauffement climatique n'a rien de scientifique. Les idées avancées par les hérauts de l'effet de serre ne s'appuient sur aucune démonstration. Il s'agit plutôt d'un consensus intellectuel, comme l'histoire en a connu, et dont les défenseurs ne souffrent aucune remise en question ».

Enfin, il y eut des menaces diffuses comme d'être les messagers de la fin du progrès apporté par la civilisation industrielle, au-delà des provocations, telle celle de prôner le retour à la bougie. Auparavant, Dominique LECOURT (2009) avait d'ailleurs stigmatisé, chez les Français dont les scientifiques, la peur de l'innovation. Au niveau académique, c'est un quarteron de professeurs retraités, issus de l'université de Paris VII ou université Diderot, qui se forma avec Claude Allègre, Vincent Courtillot, Luc Ferry et Dominique Lecourt. Ce groupe travailla autour de la création de la fondation Écologie pour l'avenir, une fondation finalement parrainée, à notre corps défendant, en 2011 par l'Institut de France, puis par l'EDF du temps où Éric Besson était ministre de l'Énergie.

L'Académie des sciences et l'Institut de France restèrent divisés au sujet du réchauffement climatique et de ses causes, même si le rapport final de la première est largement favorable à nos thèses. Certes, en science, rien n'est acquis définitivement et le doute méthodologique reste le compagnon naturel de toute démarche (ALLÈGRE, 2010b). Toutefois, dans le camp de Claude Allègre, vendre largement le doute à propos du réchauffement climatique et de sa cause anthropique n'est pas sans reproche éthique, car le fait scientifique existe bel et bien (VOITURIEZ, 2010). C'est un risque encouru, car les acquis de la climatologie remettent en question des choix sociétaux : mode de vie et de consommation. Cette démarche destructrice des acquis scientifiques avait été largement pratiquée, déjà précédemment au xx<sup>e</sup> siècle,

par les industriels et les partisans de la diffusion du tabac et de l'amiante (ORESQUES et CONWAY, 2012). Par contre, il revient aux climatologues, historiens du climat et à leurs alliés des sciences sociales, de veiller à répondre vite et clairement aux demandes de la société civile, en liaison avec les journalistes de l'environnement, afin de maintenir la confiance envers la science et ses acteurs.

## Expérience personnelle

En tant qu'ancien chercheur invité du CRU en 2004 et historien du climat, je participai dès son début (novembre 2009) à cette controverse. En décembre 2009, avec un collègue de l'IRD également un ancien du CRU, Gil Mahé, je publiai une tribune appelant au partage et à l'échange des données climatiques dans *Le Monde* (MAHÉ et GIODA, 2009).

Puis, je suivis les procès en blanchiment de mon collègue anglais, Phil Jones du CRU, qui avait vite démissionné de son poste de directeur de ce laboratoire, après le piratage des courriers électroniques et des fichiers. Ainsi, dans le blog Sciences2 daté du 2 février 2010, le journaliste de *Libération* Sylvestre HUET (2010a), grâce à mon travail, rendit compte des conclusions des premières enquêtes officielles favorables à Phil Jones.

Le blanchiment total de l'image de Phil Jones arriva le 7 juillet 2010, à la suite des conclusions de quatre enquêtes indépendantes dont une commissionnée par le parlement britannique, car le CRU faisait partie de l'Université publique d'East Anglia et son parrain était le prince de Galles. Phil Jones confia à la presse qu'il avait été proche du suicide lors de cette affaire<sup>1</sup>.

Aucune trace de l'identité des pirates informatiques ne fut retrouvée.

---

<sup>1</sup> <http://www.telegraph.co.uk/earth/environment/climatechange/7180154/Climategate-Professor-Phil-Jones-considered-suicide-over-email-scandal.html>

Je participai aussi activement à la collecte des signataires pour la lettre ouverte « Éthique scientifique et sciences du climat » adressée à la ministre Valérie Pécresse le 1<sup>er</sup> avril 2010 en liaison avec deux des porteurs de cette lettre : Valérie Masson-Delmotte, du CEA-CNRS et responsable de la partie paléoclimats du prochain rapport du Giec, et Bruno Voituriez, ancien chef de département à l'Orstom et à l'Ifremer et qui animait le Club des Argonautes (Collectif, 2010).

Radio Divergence, une radio libre sur la FM de Montpellier, m'ouvrit ses ondes le 26 avril 2010 pendant près d'une heure afin d'expliquer largement aux auditeurs locaux la stratégie et les techniques des climato-sceptiques français, dont celles de Claude Allègre (GIODA, 2010). Ce dernier est natif de la région du Languedoc, et plus précisément des hauts cantons de l'Hérault, et il conserve des appuis locaux, notamment auprès des élus, tant de gauche que de droite, et l'université de Montpellier.

Un article, inspiré par les *Lettres persanes*, fut publié, avec Jean-Louis Fellous, directeur du Cospar (Comité mondial de la recherche spatiale), dans *Mediapart* le 14 juillet 2010 et il resta en ligne, de façon gratuite, à l'inverse de la plupart des contributions de ce journal uniquement disponible sous le format numérique. Il brocardait les doublons dans la presse des attaques contre les climatologues par les anciens ministres Claude Allègre et Luc Ferry (GIODA et FELLOUS, 2010).

Grâce à l'intérêt de Bruno Voituriez et de Michel Petit, ancien vice-président du Giec, je participai, avec Emmanuel Le Roy Ladurie de l'Institut de France, à la partie consacrée à l'histoire du climat du livre collectif *Climat : une planète et des hommes* (ORSENNA *et al.*, 2011). Cet ouvrage parut quelques mois avant le livre du CNRS : *Le climat à découvert* (JEANDEL et MOSSERI, 2011). Sans attaquer nommément Claude Allègre et son *Imposture climatique* (sortie le 16 février 2010), notre livre fit partie d'une série d'ouvrages publiés à la même époque par des scientifiques qui voulurent librement rappeler des fondamentaux en climatologie hors de leur hiérarchie. Les ouvrages de Valérie MASSON-DELMOTTE (2011) et de Claude LORIUS et Laurent CARPENTIER (2011) ressortaient de la même démarche et ils furent publiés fin 2010-début 2011, un peu après ceux des journalistes scientifiques Sylvestre HUET (2010b) et Stéphane FOUCART (2010).

Notre ouvrage qui avait bénéficié des bons soins d'Aline Chabreuil, une ancienne du Cnes et collaboratrice des éditions du Cherche Midi, fut préfacé par Erik Orsenna de l'Académie française et post-facé par les deux anciens Premiers ministres, Alain Juppé et Michel Rocard. Il reçut un bon accueil critique dans la presse et officiel auprès des établissements publics de recherche, bien qu'il ne fût pas un succès de vente. Enfin, une petite aide de la direction de l'information (Dic) de l'IRD favorisa la sortie de l'ouvrage en janvier 2011. Néanmoins, en novembre 2010, j'avais reçu une note mitigée de ma commission scientifique lors de l'évaluation biennale de mes activités, avec un reproche explicite sur mon travail contre les idées de Claude Allègre. En liaison avec Jacques Merle, alors médiateur démissionnaire de l'IRD, je répondis à la présidente de la commission en soulignant mon rôle de veille scientifique et d'alerte. Je mis en avant ma contribution à la sortie prochaine de l'ouvrage *Climat : une planète et des hommes*, financièrement aidé par l'IRD.

Sur le fond, je me sentis plus fort car pas moins de 604 climatologues, sur une communauté nationale estimée à mille membres, prirent ensemble position contre les idées de Claude Allègre. Cela marqua ma réinsertion dans la communauté internationale, grâce aux échanges avec Phil Jones, et française après mon retour d'affectation du Pérou. Le soutien du Club des Argonautes fut important, car il était animé en partie par des anciens de l'IRD et de l'Orstom dont des ex-chefs de départements Bruno Voituriez, Jacques Merle, Bernard Pouyaud, par Yves Dandonneau, par un directeur honoraire de la Météorologie nationale, le regretté Jean Labrousse, etc. De façon plus personnelle, je fus aidé par l'UICN-France (Union internationale pour la conservation de la nature) et son directeur, Sébastien Moncorps, et par Nicolas Bériot, secrétaire général de l'Onerc (Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique du ministère de l'Écologie) et du Point Focal Giec-France.

À mes côtés, le soutien de plusieurs journalistes scientifiques fut constant. Sachant qu'il est impossible de les citer nommément afin de protéger les sources – ici, moi en l'occurrence –, je citerai les médias avec lesquels ils travaillaient. Bien que ces supports ne les aient pas toujours soutenus, du moins ils les laissèrent s'exprimer librement. Parmi les quotidiens, il faut citer *Libération*, *Le Monde*, *Mediapart*, *La Croix*, *Le Temps* (Genève) ; parmi les hebdomadaires, *Politis*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Canard*

*enchaîné* ; parmi les mensuels, *Terra Eco*, *La Recherche*, *Pour la Science*, *Science et Vie Junior*, *Science et Avenir*, *Terre Sauvage*, *National Geographic France* ; parmi les sites de l'Internet, Futura-Sciences, Vivagora ; et enfin, l'agence de presse AFP.

Si je mettais à plat cette expérience pour dégager une stratégie, je dirais que mon objectif était de m'associer à un combat scientifique et de le gagner en utilisant tous les moyens possibles, à condition de ne pas perdre sa probité. Le savant ne doit se comporter ni en démagogue ni en prophète car, comme l'a dit Weber, « dans un amphithéâtre, aucune vertu n'a plus de valeur que celle de la probité intellectuelle ». Pour ma part, je me suis appuyé d'abord sur un réseau d'anciens scientifiques habitués aux controverses et, quand une décision importante était à prendre, je les ai toujours consultés.

## Conclusion ouverte

Un échec important fut en 2011 la faillite du blocage du parrainage, par l'Institut de France, de la Fondation pour l'Écologie d'avenir, créée par Claude Allègre. L'opposition d'Emmanuel Le Roy Ladurie, un membre de poids de l'Institut, fut insuffisante. De plus, trois membres de l'Académie des sciences refusèrent une tribune que j'aurais pu leur offrir au *Nouvel Observateur*, car ils ne souhaitaient pas faire de Claude Allègre un martyr scientifique et préféraient tourner la page sachant que la défaite de ce dernier, au niveau académique, avait été actée en octobre 2010. D'ailleurs, bien après, début septembre 2012, l'ancien ministre abandonna sa plainte à propos de la tribune « Claude Allègre : question d'éthique » publiée en juin 2009 dans *Politis*. Le procès pour diffamation, qui aurait dû se tenir, n'eut pas lieu les 21 et 22 septembre 2012.

Moi aussi, je tournai la page afin de construire un futur, en relançant mes travaux de développement durable sur El Hierro entrepris dès 1991, puis en étant coopté pour participer au nouveau groupe d'experts pour la transition écologique du ministère de l'Écologie. Cette dernière formulation reprit, de façon officielle depuis sep-

tembre 2012, le fil interrompu du Grenelle de l'environnement. À propos d'El Hierro, de ses filets attrape-brouillards et du projet 100 pour cent énergies renouvelables de cette île<sup>2</sup>, je fis des contributions en liaison avec l'UICN-France, dans *Science & Avenir*, *The International Journal of Island Affairs* de l'ONG Insula proche du MAB-Unesco, *Terra Eco*, *Mediapart* (GIODA et SANCHEZ RECIO, 2012), *Pour la Science* (GIODA *et al.*, 2013). En parallèle, le projet de parc écologique à la fois traditionnel et innovant *Las Cancelitas*, où sont implantés les attrape-brouillards de la PME Natural Aqua Canarias que je représente, avance bien, tandis que l'alimentation électrique, combinant seulement les énergies renouvelables, soit l'éolienne et l'hydraulique, fonctionnera en 2013 pour les 11 000 habitants de l'île. Un film documentaire de 52 minutes est en cours de montage par Gédéon Programmes pour la chaîne câblée privée Encyclo. Cette série d'actions locales sur une petite île des Canaries depuis 1991, combinée au travail intellectuel dans la controverse climatique, a fait qu'Alain Grandjean, le président du groupe d'experts œuvrant à la transition énergétique, m'a demandé de rejoindre ces derniers en novembre 2012. Deux des principaux objectifs affichés de la transition énergétique sont de réduire la dépendance du nucléaire, couvrant de nos jours 75 % des besoins énergétiques français, afin de passer à 50 % du bouquet énergétique et ensuite de développer les énergies renouvelables dans notre pays, y compris outre-mer. Les premières réunions ont débuté en janvier 2013 et le travail s'échelonna au moins durant les six mois suivants afin d'aider le gouvernement à rédiger un projet de loi-programme à la rentrée parlementaire de septembre 2013.

En conclusion, une impression d'arrachement et puis de dénuement sont les deux premières sensations du chercheur dans l'arène publique. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas son monde, celui de la carrière académique, rythmée par les publications scientifiques validées par ses pairs. D'où des condamnations orales : « Ce n'est pas

<sup>2</sup> Depuis 1991, j'accompagne les initiatives des habitants et de l'administration de cette petite île des Canaries qui ont choisi une troisième voie pour échapper soit à une exploitation touristique qui aurait submergé ses seulement 6 000 habitants, soit une mainmise par les militaires afin d'installer des radars sur les routes aériennes Amérique-Europe et Afrique. Cette voie est celle du développement durable avec un strict autocontrôle des activités humaines, validé ensuite par l'Unesco et enfin l'Union européenne, et une recherche de l'indépendance énergétique.

ton travail, ce n'est pas de ton niveau (sous-entendu faible) ». Restent l'importance du combat scientifique et donc des controverses dans l'avancée des sciences. Enfin, au fil des mois puis des années, un sentiment d'épanouissement a prévalu : celui de travailler avec des collègues d'autres disciplines – beaucoup étant prestigieux –, des journalistes scientifiques et aux côtés de quelques hommes politiques. Il y a eu la réinvention du lien science-sociétés autour d'un sujet qui nous concerne tous, le changement climatique, car il a des implications sociétales pour les futures générations.

## Remerciements

Ce modeste travail est dédié au regretté Jean Labrousse, ancien directeur de la Météorologie nationale.

Je remercie Bruno Voituriez, président du Club des Argonautes, de m'avoir associé à la réaction collective des climatologues face à l'offensive de Claude Allègre. Je joins à ces remerciements les membres du Club Jacques Merle, Yves Dandonneau, Madeleine et Raymond Zaharia et Yves Foquart. Enfin, j'ai pu échanger idées, informations, projets et données avec Jean-Louis Fellous du Cospar (Comité mondial de la recherche spatiale), Nicolas Bériot de l'Onerc (Observatoire national contre les effets du réchauffement climatique) et de nombreux autres collègues dont Valérie Masson-Delmotte (CEA-CNRS) et Alain Grandjean (Carbone4).

## Bibliographie

Académie des sciences, 2010 – *Le changement climatique*. 26 octobre, 21 p.

ALLÈGRE C., 2010a. – *L'imposture climatique ou la fausse écologie*. Avec la collaboration de Montvallon (de) D., Plon.

- ALLÈGRE C., 2010b – Le droit au doute., *Le Monde*, 22 juin.
- BACHELARD G., 1938 – *La formation de l'esprit scientifique*. Édition de 1970, Vrin.
- BARD E., MASSON-DELMOTTE V., 2010 – Pédagogie de la complexité plutôt que démagogie de la simplicité. *Le Monde*, 21 mai.
- BRUNEL S., PITTE J.-R. (dir.), 2010 – *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête : 15 grands scientifiques géographes nous rassurent sur notre avenir*. Paris, JC Lattès.
- Collectif, 2010 – *Éthique scientifique et sciences du climat : lettre ouverte à Mme la ministre de la Recherche*. Signée par 400 puis 604 climatologues, 1<sup>er</sup> avril.  
<http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2010/04/climat-400-scientifiques-signent-contre-claude-all%25C3%25A8gre.html>
- COURTILLOT V., 2008 – Quelques éléments de débat scientifique dans la question du changement climatique. *Annales des Mines, Responsabilité et Environnement*, 50 : 87-93.
- COURTILLOT V., GALLET Y., LE MOUËL J.-L., FLUTEAU F., GENEVEY A., 2007 – Are there connections between the Earth's magnetic field and climate? *Earth and Planetary Science Letters*, 253 (3-4) : 328-339. 2007E&PSL.253..328C. doi:10.1016/j.epsl.2006.10.032 Bibcode
- DAIMOND J., 2006 – *Effondrement*. NRF, poche, Gallimard.
- ERPICUM M., 2010 – *Lettre ouverte à Jean-Robert Pitte, en tant que président de l'Association internationale de climatologie*. Reçue le 26 novembre, Sciences2, blog Libération.  
<http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2010/11/claude-all%C3%A8gre-divise-les-g%C3%A9ographes.html>
- FOUCART S., 2010 – *Le populisme climatique*. Paris, Denoël.
- GARNIER E., 2010 – *Les dérangements du temps*. Paris, Plon.
- GIODA A., 2010 – *Histoires du climat*. Divergence FM, émission en ligne, Montpellier, 26 avril.  
[http://mouettes.divergence-fm.org/IMG/article\\_PDF\\_article\\_a3165.pdf](http://mouettes.divergence-fm.org/IMG/article_PDF_article_a3165.pdf)
- GIODA A., FELLOUS J.-L., 2010 – Des tribulations de deux météorologues sous la canicule. *Mediapart*, Les invités de Mediapart, 14 juillet.
- GIODA A., SANCHEZ RECIO C., 2012 – El Hierro : une île sans pétrole et dans le vent. *Mediapart*, Les invités de Mediapart, 31 juillet.
- GIODA A., SANCHEZ RECIO C., SANTANA PÉREZ L., 2013 – El Hierro, île écologique modèle ? *Pour la Science*, 425 : 52-57.
- HUET S., 2010a – Climat : l'université d'East Anglia répond au Gardian. *Sciences2*, 2 février.  
<http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2010/02/climat-luniversit%C3%A9-deast-anglia-r%C3%A9pond-au-guardian/comments/page/4/>
- HUET S., 2010b, *L'imposteur, c'est lui. Réponse à Claude Allègre*. Paris, Le Seuil.
- JEANDEL C., MOSSERI R. (dir.), 2011 – *Le climat à découvert*. Paris, CNRS Éditions.
- JOUZEL J., 2010 – Jean Jouzel répond au *Mythe climatique* de Benoît Rittaud. Blog *Le Figaro*, Entretien avec Marianne Court, 19 mars, <http://blog.lefigaro.fr/>

climat/2010/03/-cest-lautre-auteur-sceptique.html

LECOURT D., 2009 – *L'âge de la peur. Science, éthique et société*. Paris, Bayard.

LECOURT D., 2010 – La guerre du climat. *La Croix*, 10 mars.

LE ROY LADURIE E., 1965 – *L'histoire du climat depuis l'an mil*. Tome 1. Paris, Flammarion.

LE ROY LADURIE E., 2009 – *Histoire humaine et comparée du climat*. 3<sup>e</sup> tome. Fayard.

LE ROY LADURIE E., 2011 – *Les fluctuations du climat. De l'an mil à nos jours*. Avec Vasak A. et Rousseau D. Fayard.

LORUIS Cl., CARPENTIER L., 2011 – *Voyage dans l'Anthropocène*. Arles, Actes Sud.

MAHÉ G., GIODA A., 2009 – Les données climatologiques devraient être publiques. *Le Monde*, version électronique, 21 décembre.

MASSON-DELMOTTE V., 2011 – *Climat : le vrai et le faux*. Avec la collaboration de Paillet A., Le Pommier.

MOLLARD E., 2010 – Claude Allègre contre le Giec : de l'arme du faible. *Natures Sciences Sociétés*, 18 (2) : 190-194.

MORIN E., 1982 – *Science avec conscience*. Paris, Fayard.

*Nature*, 2010 – *Climate of fear*. Editorial, 464 (141), 11 March | doi:10.1038/464141a; 10 March.

ORESQUES N., CONWAY E. M., 2012 – *Les marchands de doute*. Trad. Treiner J., Le Pommier.

ORSENA E., PETIT M., CHABREUIL A. (éd.), 2011 – *Climat : une planète et des hommes*. Collectif, 26 climatologues dont Voituriez B.,

Merle J., Dandonneau Y., Pouyaud B., Gioda A., Le Cherche Midi.

*Politis*, 2009 – *Claude Allègre : question d'éthique*. Tribune signée par 8 scientifiques et économistes. 18 juin. Leurs noms : Geneviève Azam, (économiste, université Toulouse-II), Jean-Yves Barrère (économiste, fondateur du Cedetim), Denis Clerc (fondateur d'Alternatives économiques), Benjamin Dessus (économiste, président de Global Chance), Jean Labrousse (ancien directeur de la Météo nationale), Gus Massiah (président du Crid), Michel Mousel (ancien délégué aux risques majeurs), Jacques Testart (biologiste). Sous le couvert du directeur de la publication Denis Sieffert.

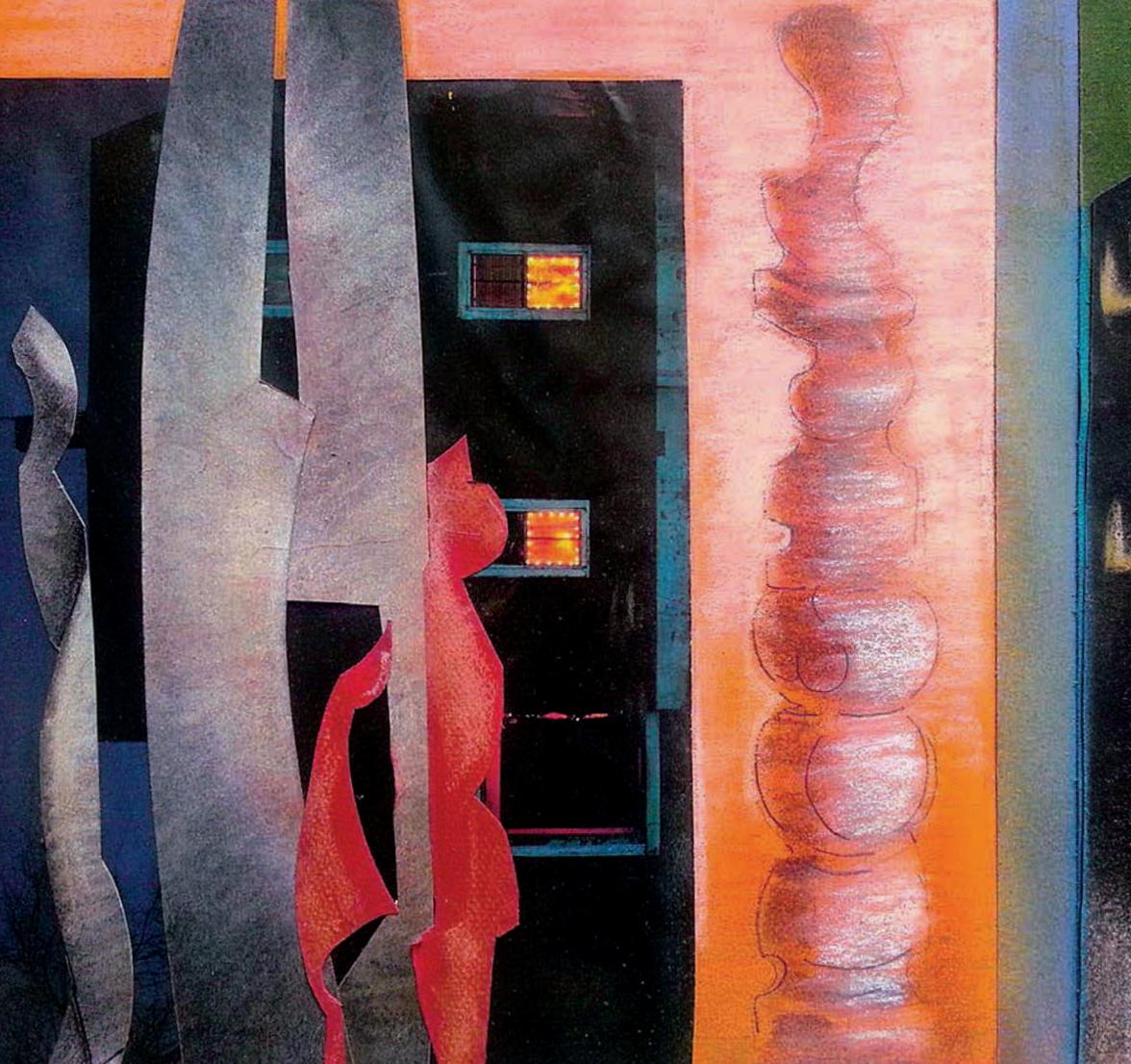
Présidence de la République, 2012 – Conférence environnementale : la feuille de route pour la transition écologique. Discours du Président, 14 septembre. Discours du Premier ministre, 15 septembre. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Conference-environnementale-la.html>

VOITURIEZ B., 2010 – Les limites du doute : le fait scientifique. *Le Monde*, version électronique, 1<sup>er</sup> juin.

Deux sites de l'Internet ont travaillé à nos côtés : les blogs « Sciences2 » de S. Huet, Libération et « Effet de terre » de D. Delbecq.

Site Carbone4  
[http://www.carbone4.com/fr/1\\_actu\\_de\\_carbone\\_4/alain-grandjean-pr%C3%A9side-le-comit%C3%A9-des-experts-du-d%C3%A9bat-sur-l%C3%A9nergie](http://www.carbone4.com/fr/1_actu_de_carbone_4/alain-grandjean-pr%C3%A9side-le-comit%C3%A9-des-experts-du-d%C3%A9bat-sur-l%C3%A9nergie)

Le comité des experts de la transition énergétique et sa liste se trouve ci-dessous : <http://www.connaissancedesenergies.org/transition-energetique-selection-des-experts-12121>



**Colloques et séminaires**

# Les savoirs des sciences sociales

**Débats, controverses, partages**

Éditeur scientifique  
**Laurent Vidal**



Ouvrage issu du colloque  
« Les sciences sociales et la diffusion des savoirs dans l'espace public »  
Marseille (France), 31 janvier-1<sup>er</sup> février 2013  
organisé avec l'appui de la région Paca et de l'IRD

# Les savoirs des sciences sociales

## Débats, controverses, partages

---

Éditeur scientifique  
Laurent Vidal

**IRD Éditions**  
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Collection Colloques et séminaires

Marseille, 2015

**Préparation éditoriale**

Yolande Cavallazzi

**Mise en page**

Desk (53)

**Correction**

Sylvie Hart

**Coordination, fabrication**

Catherine Plasse

**Maquette de couverture**

Michelle Saint-Léger

**Maquette intérieure**

Catherine Plasse

*Photo de couverture*

Collage-pastel (détail) d'Albert Dupin, 1993, coll. et photo d'A. Vidal.

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2015

ISBN : 978-2-7099-1881-7

ISSN : 0767-2896